28/06/2016

Bon débarras ! (Brexit)

Le Brexit c'est d'abord la victoire du mensonge. Mensonge des médias : 85% des articles de journaux étaient hostiles à l'Europe pendant la campagne et racontaient n'importe quoi, toute la presse-poubelle mais aussi certains journaux de standing comme le *Telegraph*. Pourquoi la presse-poubelle britannique est-elle aussi hostile à l'Europe depuis toujours ? Parce que le populisme se définit d'abord par la caresse dans le sens des poils, ici la fierté d'être anglais, le mépris de ces pauvres continentaux si ridicules, si non-british, ces idiots de bureaucrates, si frenchies, et puis le plaisir de dénicher un bouc émissaire, le bouc émissaire, coupable de tout ce qui va mal dans la glorieuse île britannique. Mensonge des leaders conservateurs, de ce bouffon de Boris Johnson, ancien maire de Londres, qui disait qu'il déroulait le tapis rouge aux Français qui voulaient fuir la fiscalité de leur pays et puis tout à coup accuse les immigrés européens d'arriver en masse et de coûter cher à l'Etat britannique (alors que la plupart ont été formés dans leurs pays d'origine, travaillent pour l'économie britannique, payent leurs impôts en Angleterre et, étant jeunes, ne coûtent pas un sou à la Sécu anglaise), mensonges de ce fasciste de Farage, énorme mensonge sur ces trois cent millions de livres que l'Angleterre enverrait chaque semaine à l'Europe (hier soir à la télé Cohn-Bendit racontait qu'après le vote il s'est excusé, disant que c'était une erreur, mais, évidemment, ajoute Cohn-Bendit, il ne pouvait pas le dire avant, il fallait les baiser, les électeurs). Le lendemain du vote on apprend que Johnson, fils de grande famille, ancien élève d'Eton et ami d'enfance de Cameron (grande famille aussi), s'appelle en réalité Alexander Boris de Pfeffel Johnson, a des ascendances française, allemande et turque (alors qu'il a fait peur aux Anglais en racontant que l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne était imminente) et a longtemps hésité s'il allait faire campagne pour ou contre le Brexit (mais il voulait aussi la place de Cameron !). Quant au xénophobe Farage qui est à l'origine de tout, il est de descendance huguenote et marié à une Allemande. Et les deux, Johnson comme Farage, sont des ultra-libéraux en économie reprochant à l'Union européenne de ne pas être suffisamment libérale... et les régions qui ont le plus voté dans son sens sont les plus défavorisées de Grande Bretagne (et qui reçoivent de l'aide de l'Union européenne) : Pays de Galles, Cornouailles, Yorkshire. C'est aussi cela le populisme : la trahison des plus pauvres... Mais on connaît cela depuis la grande crise de 2008 : depuis ce crime perpétré par les financiers l'Europe vote à droite et la gauche se délite. Allez comprendre !

Il y a une dizaine de jours (*Le Monde* du 14/06/2016) Hubert Védrine écrivait : « *...la possibilité d'un vote des Britanniques favorable au Brexit... nous oblige de toute façon... à ne plus fermer les yeux sur l'attitude de plus en plus critique... des peuples d'Europe envers la construction européenne. Dénoncer mécaniquement le populisme à coups de discours scandalisés et de sermons donne bonne conscience, mais ne le fait pas régresser, parfois même l'attise, et ne résout rien si on ne traite pas les causes* ». Oui, mais le populisme existe, et il est une menace grave pour nos démocraties. C'est un cancer qui ronge tout l'Occident. Moi je veux bien qu'on recherche les causes du mal-amour de l'Europe. Et on en parlera. Mais il faut aussi parler du phénomène populiste lui-même. Rechercher ce qui le fait prospérer. L'incapacité de nos hommes politiques d'expliquer les choses (ou est-ce une volonté délibérée ? Pourquoi ?), l'incapacité des citoyens d'analyser les faits de manière objective (parce qu'ils ne sont plus capables de lire un texte qui dépasse la longueur d'un twitt ? Parce qu'ils ne font plus confiance qu'à ce que leur racontent leurs amis facebook ?), l'échec du journalisme moderne, incapable de présenter l'étude complète d'un problème, d'un fait, de faire de la véritable investigation, de faire des études comparatives sérieuses, en particulier sur l'Europe, de toujours chercher le scoop plutôt que le sérieux, de toujours faire passer les questions personnelles (des hommes politiques, leur ambition) avant les programmes, les problèmes, les solutions, et puis aussi la responsabilité

des réseaux sociaux, et leur aptitude malheureuse à colporter les rumeurs et les transformer en vérités !
Je n'ai jamais été un fan de BHL mais j'apprécie sa charge dans *Le Monde* des 26/27 juin 2016 : « *Ce Brexit c'est la victoire non du peuple mais du populisme, non de la démocratie mais de la démagogie… C'est la victoire… de la xénophobie, de la haine longtemps recuite de l'immigré et de l'obsession de l'ennemi intérieur… C'est la victoire du souverainisme le plus rance et du nationalisme le plus bête… Ce sera toujours la victoire de l'ignorance sur le savoir… de la crétinerie sur l'esprit…* ». Et là il me rappelle Robert Musil qui disait que la bêtise aurait toujours un avantage sur la raison c'est que son manteau était plus brillant. Et aussi l'auteur dramatique Grillparzer, encore un Autrichien, qui écrivait que le nationalisme était le chemin qui conduisait de la civilisation à la barbarie.

Mais parlons du désamour de l'Europe. Que lui reprochent les Britanniques ? La réglementation. Que lui reprochent les Français, les Espagnols, les Portugais, les Grecs ? L'imposition de l'austérité et la tyrannie de la finance. Or qui nous a imposé cette conception toute-puissante libérale de l'économie ? La Grande-Bretagne justement. Et c'est pourquoi j'ai intitulé cette note : Bon débarras !
Quant aux normes il faudrait peut-être rappeler un peu d'histoire. Moi je suis de la génération qui a reçu un coup de poing dans la figure à l'âge de 20 ans, ***le Défi américain*** de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Et j'ai compris dès mes premiers voyages aux Etats-Unis que la force de l'Amérique était essentiellement la taille de son marché. Que le succès de la Ford T et des machines agricoles d'International Harvester était intimement lié à la grandeur et à l'accessibilité immédiate de ce marché (on peut même trouver cette histoire dans la littérature américaine, chez Sherwood Anderson, je crois me souvenir que c'est dans ***Poor White***). La conclusion m'avait paru tout de suite évidente : il fallait réaliser ce même marché en Europe. C'était l'idée du grand marché de Delors. Et moi je l'ai vécu quand j'ai pris la direction de mon groupe de PME avec nos trois sociétés fabricantes spécialisées en France, Luxembourg et Allemagne (plus une quatrième en Espagne) et nos sociétés distributrices en Angleterre, Italie, Danemark, plus tard, Pays-Bas et Portugal.

Le premier obstacle était les frontières. Plus personne ne peut s'imaginer aujourd'hui le nombre de documents qu'il fallait établir pour un passage de frontières et remettre aux transitaires aux frontières (je me rappelle que notre chauffeur, un Espagnol, partant le matin avec un chargement de l'usine luxembourgeoise pour notre usine française dans l'Aube et revenant, dans l'après-midi, avec un autre chargement vers le Luxembourg, devait dormir dans son camion à la frontière, alors qu'il vivait avec sa famille à 20 km, parce que les bureaux du transitaire étaient fermés à partir de 17 heures). Et quand notre chef-monteur, un frontalier lorrain, devait se rendre, à cause d'un incident sur un équipement fabriqué au Luxembourg, sur un chantier à Paris, les douaniers l'arrêtaient systématiquement parce qu'il utilisait une voiture de la Société luxembourgeoise qui l'employait (plus tard un fonctionnaire français m'a appelé pour me proposer de payer la TVA française sur notre voiture en plus de la TVA luxembourgeoise : c'est du vécu tout cela !).

Le deuxième obstacle c'était justement les normes. Nous fabriquions un treuil à câble pour levage de matériels et levage de personnes : or, suivant les pays, la résistance du câble, pour le levage de personnes, devait être entre six fois et seize fois plus grande que la capacité du treuil ! Donc impossible de fabriquer un modèle unique. C'est là que Delors et ces technocrates si honnis aujourd'hui ont imposé la formation de commissions chargées de créer les normes européennes, commissions auxquelles participaient des techniciens des entreprises et des fonctionnaires sécurité nationaux (dont chacun était imbu de sa propre vérité, les « papes de la sécurité » dans leurs pays). Et quand Delors a constaté que les « papes » n'arrivaient pas à se mettre d'accord, il les a menacés, disant : je suis persuadé que chacun d'entre vous est concerné par

la protection de la vie humaine, donc, si vous ne pouvez pas vous mettre d'accord je vais autoriser qu'un produit réceptionné dans un pays de la Communauté européenne puisse être vendu dans les autres pays de la Communauté. Cela a débloqué la situation. C'est ainsi que les normes européennes sont nées. Grâce à un homme fort et passionné qui s'appelait Delors. Alors il est possible que depuis Delors on est allé trop loin, qu'on a créé des normes inutiles, le bouton pipi-caca (petit débit d'eau, grand débit) sur nos WC. Je ne sais pas. Mais je ne pense pas qu'il faille quitter l'Union européenne à cause d'un bouton pipi-caca !

Le troisième obstacle était bien sûr la monnaie. Moi j'avais toujours en poche Francs français, Francs belgo-luxembourgeois et Deutsch Marks. Et quand j'allais voir mes filiales il fallait que je change en livres, pesetas, lires, florins ou couronnes danoises. Et puis en 91/92 grande spéculation contre les monnaies. Nos trois usines étaient situées dans des pays à devises fortes, nos sociétés distributrices plutôt dans des pays à devises faibles. La livre, la peseta et la lire dévissent de 20% (le dollar aussi d'ailleurs). Que faire ? On ne peut augmenter ses prix de 20% du jour au lendemain, alors on coupe la poire en deux et j'impose comme monnaie d'échange pour les transactions intérieures au groupe l'Ecu basé sur un panier de devises européennes. Et suis bien sûr plus qu'heureux quand on passe à l'Euro en 2000 (et me souviens que le PDG franchouillard de Peugeot, Calvet, paye une page entière du *Monde* pour s'opposer à l'Euro. Je me dis que quand lui, il voyage ce n'est certainement pas lui qui doit changer des sous pour disposer de la monnaie du pays).

Mais je savais aussi qu'il resterait un quatrième obstacle, pour toujours, et qui nous différencierait pour toujours des Américains, c'était celui des langues. Et j'avais beau imposer l'anglais dans mon Groupe pour les rapports techniques et marketing, n'engager que des cadres dirigeants trilingues ou même quadrilingues, je savais parfaitement que les langues créaient l'incompréhension, la suspicion, l'antinomie (j'en ai fait l'expérience pendant toute ma vie professionnelle à propos des Allemands et des Français). Alors qu'étant Alsacien, que ma langue maternelle est morte ou mourante, je sais parfaitement que la langue est importante pour le maintien de certains éléments de sa culture et de ses racines. Mais les langues séparent, comme les religions. Et c'est aussi la survivance de toutes nos langues européennes qui est à l'origine de cette résurgence des nationalismes. Aussi irrationnels que les religions ! Or chaque fois que nous avons ajouté un nouveau pays à l'Union nous y avons ajouté une nouvelle langue (et des armées de fonctionnaires traducteurs). Donc une nouvelle possibilité de malentendu. Et qui nous a poussés à l'élargissement ? Sans cesse ? La Grande-Bretagne. Pour diluer. Pour éviter l'intégration, le fédéralisme, pour éviter que l'Union serve à autre chose qu'au marché unique. Et c'est aussi pour cela que je dis : Bon débarras !

Car, entendons-nous bien : la réalisation du grand marché, je l'ai dit, était une nécessité pour l'Europe, pour assurer sa force, son avenir et le bien-être des Européens, mais il n'était pas l'unique but de la construction européenne, ni même son but principal. Ceux qui ont construit la Maison Europe avaient en tête un idéal. Et ce n'était pas seulement dans le but de préserver la paix en Europe qu'ils l'ont construite – comme on l'entend dire trop souvent (alors qu'une guerre est devenue de toute façon inconcevable dans l'espace européen actuel) – mais parce qu'ils étaient convaincus que les Européens avaient des valeurs en commun. Des valeurs importantes. Je l'ai compris dès mes premiers voyages aux Etats-Unis : c'est que contrairement aux Américains l'ensemble des Européens de l'Ouest, à des degrés divers, étaient persuadés que les citoyens avaient des droits élémentaires d'accès universel à la santé, à la retraite et à l'enseignement. Que la culture devait être respectée. Que des limites devaient être fixées au capitalisme, que des règles devaient être imposées aux marchés, que les travailleurs avaient des droits et que ces droits devaient être fixés par la loi ou

par les accords entre le monde des entreprises et les syndicats. Tout cela la fille d'épiciers Thatcher ne l'a jamais compris. Elle, il n'y avait que l'accès au marché qui l'intéressait (et elle ne voyait pas la nécessité, assez logiquement, pourquoi elle devrait payer pour cela. D'où le *I want my money back !*). Et ses successeurs ont eu plus ou moins la même attitude. L'Angleterre n'était d'ailleurs pas le seul pays à vouloir rejoindre l'Union que pour de basses raisons économiques. C'était le cas de la plupart des pays qui ont rejoint l'Union quand celle-ci est passée de 12 à 28. Et pas seulement à cause des aides à recevoir. La grande europhilie de la Finlande, par exemple, au moment de son adhésion, s'explique par l'effondrement de l'URSS qui lui avait assuré jusque-là, à la fois des débouchés et la possibilité de sous-traitances à des conditions avantageuses. Mais quand il s'est agi, plus tard, d'aider la Grèce c'est la Finlande qui a pris la position la plus dure de tous les partenaires de l'Union !
Ce qui est incroyable c'est la façon dont nos leaders européens ont d'abord accepté ces élargissements, sans demander l'avis de leurs citoyens et sans réfléchir sérieusement à la façon d'organiser le nouvel ensemble. Je me rappelle qu'à Nice Chirac et Jospin ont surtout combattu, de concert, pour que l'Allemagne n'ait pas beaucoup plus de députés au Parlement européen que la France mais n'ont jamais pensé à mettre en question la règle de l'unanimité. Une règle complètement suicidaire quand on est 28 ! Alors qu'un vote majoritaire et contraignant institutionnalise la solidarité. Croire que 28 Nations peuvent arriver par un vote unanime à une décision solidaire et s'y tenir est une belle illusion !
« *Ce vote désespérant* » (celui de la Grande Bretagne), dit Nicolas Hulot, leader écologiste et grand humaniste (*Le Monde* des 26/27 juin), « *marque en réalité la victoire d'une mystification : laisser croire que l'Europe est la source des crises et des mécontentements de populations désemparées par le bouleversement du monde alors que, justement, c'est la démission et l'égoïsme national des Etats membres, leur refus d'engager d'ambitieuses politiques communes, qui ont contraint le projet européen à se recroqueviller sur un espace financier et commercial, sans souci des besoins des peuples...* ». Parce qu'il faut bien parler des autres reproches que nos populations font à l'Europe : l'austérité c'est la faute à l'Europe ! L'immigration c'est la faute à l'Europe. Tout est la faute à l'Europe. La première réaction de Mélanchon après le Brexit : la loi El Khomry c'est la faute à l'Europe. Cohn-Bendit était fou à la télé quand il a entendu cela. On peut penser ce que l'on veut de cette loi, dit-il, la CFDT qui est un syndicat responsable est pour, la CGT est contre, mais c'est un problème français, pas européen, que Diable ! L'endettement de la France ce n'est pas la faute à l'Europe. Quand la dette est égale à 100% du PIB il me paraît difficile de continuer à s'endetter sans réagir (d'ailleurs même avec un déficit annuel de 3% du budget on ne réduit toujours pas la dette !). Et l'écroulement de la Syrie et le chaos irakien ce n'est pas la faute à l'Europe. La commission a essayé d'y réagir comme elle a pu.

Ce qui ne veut pas dire que nos hommes politiques européens n'ont pas cumulé les erreurs. Et d'abord sur l'Euro, en se soumettant à l'idée fixe (le mythe pourrait-on dire) de la peur panique (allemande) de l'inflation, en imposant à la Banque centrale de l'Euro la lutte contre l'inflation comme unique objectif, alors qu'on acceptait l'entrée dans la zone Euro de pays dont le niveau de vie et celui des salaires était dix fois inférieur à ceux des pays du noyau central (comment peut-on espérer augmenter progressivement les salaires des pays pauvres pour approcher ceux des pays riches sans que cela ne cause une certaine inflation sur le plan local ?). Erreurs de l'Allemagne aussi pour l'accueil trop généreux des réfugiés, pour le refus d'utiliser ses surplus commerciaux pour pousser l'investissement et la relance, pour sa piètre participation à l'effort militaire contre l'extrémisme islamiste. Autre erreur incroyable : comment peut-on encore faire semblant de continuer à discuter de l'entrée de la Turquie musulmane dans l'Union européenne ? Quel est le peuple européen qui accepterait cela ? Alors, pourquoi ni Hollande, ni Merkel, ni Cameron n'ont le courage de dire : stop, j'y mettrai de toute façon, le jour venu, mon veto. Ou je demanderai par référendum à mon peuple de donner son accord. Erreur encore : pourquoi, depuis Delors, n'a-t-on choisi que des hommes faibles, les

plus falots possible, d'abord pour le poste de Président de la Commission, puis pour les postes nouvellement créés de Président du Conseil et du Responsable de la Politique étrangère ?
Alors maintenant tout le monde dit : il faut changer, on ne peut plus continuer comme cela. Mais il faut changer quoi ? Et, en disant que cela va mal ne donne-t-on pas raison aux Eurosceptiques ? Faut-il plus d'intégration ou moins ? Pour moi la réponse est évidente. Il faut plus d'intégration. Sinon on n'a aucune chance de réussir. Et il faut plus nous protéger du monde extérieur. De cette mondialisation sauvage qui nous a saboté notre grand marché intérieur, arrêter de discuter en secret de zones de libre-échange avec l'Amérique, entamer des actions en dumping ou, simplement, de protection pour raisons vitales. Protéger nos frontières extérieures : or comment les pays méditerranéens, surtout Italie et Grèce, avec toutes leurs îles éparses, peuvent-ils se protéger si on ne les aide pas ? Facile pour les pays du Nord ou ceux de l'Est, de se frotter les mains : vous faites ce que vous voulez, nous on est cathos, débrouillez-vous. Protéger nos valeurs, donc, in fine, notre solidarité : la concurrence fiscale, surtout le dumping fiscal, et le maintien d'îlots de paradis fiscaux est un crime contre l'esprit européen. Il en est de même de la concurrence sociale. Même si nous ne pouvons pas éviter un certain nivellement des revenus. Cela aussi c'est la solidarité.
J'ai commencé cette note en disant Good bye England, Bon débarras. Mais il faut arrêter de croire qu'on va se faire la guerre. On ne va pas instaurer des visas entre eux et nous. On va continuer à commercer ensemble. On va continuer à coopérer sur le plan militaire. Et si on va essayer de couper un peu les ailes à la City, leur prendre un peu de l'activité de négoce et de compensation de l'Euro, il faudra bien aussi négocier avec eux, rien que pour empêcher que toute leur île devienne un verdoyant paradis fiscal... Et un enfer fiscal pour nous.

© Copyright Jean-Claude Trutt : Bloc-notes (jean-claude-trutt.com)